

B

APPENDICE B

**MEMBRES DU COMITÉ
CONSULTATIF**

Président

Raymond Garneau

Membres

L'honorable Roch Bolduc

Sheila-Marie Cook

Daniel Bevis Dewar

L'honorable John A. Fraser

L'honorable Constance R. Glube

John Edwin (Ted) Hodgetts

Donald J. Savoie

Carolle Simard

Président

Raymond Garneau est né à Plessisville, au Québec. Il a obtenu une maîtrise en sciences commerciales à l'Université Laval en 1958 et une licence en économie à l'université de Genève, en 1963.

Son expérience gouvernementale touche les deux paliers fédéral et provincial. Il a d'abord été secrétaire exécutif du Premier ministre du Québec, l'honorable Jean Lesage; puis élu député du comté de Jean-Talon à l'Assemblée nationale du Québec. Il a occupé le poste de ministre des Finances et président du Conseil du trésor (1970-1976). À Ottawa, il a été député de la circonscription de Laval-des-Rapides de 1984-1988 et s'est particulièrement intéressé, à titre de critique de l'Opposition officielle, aux questions d'économie et de finances publiques.

Dans le secteur privé, Raymond Garneau a été successivement président et chef de l'exploitation, président et chef de la direction, puis président du conseil d'administration de Industrielle Alliance, Assurance et services financiers Inc. (1988-2005). Antérieurement, il a été président et chef de la direction La Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal et de Crédit Foncier Inc. (1980-1984). En 1991, il a été élu membre du conseil d'administration de l'Université Laval de Québec et en est devenu le président du conseil en 1997. M. Garneau a aussi servi sur plusieurs conseils d'administration dont celui de la Banque du Canada.

M. Garneau a été bénévole auprès de plusieurs organisations réputées et influentes. Il a présidé la section Québec de l'Institut C.D. Howe et a été membre du Conseil canadien des chefs d'entreprises et de la Commission trilatérale. Il est président de l'Institut du cancer de Montréal et aussi président de la Société du 400^e anniversaire de la fondation de Québec.

Raymond Garneau est officier de l'Ordre du Canada et membre de l'Académie des grands Québécois. Il est un récipiendaire du trophée

Hermès de la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval, du prix du « McGill Management Achievement Award » et a aussi été honoré par le Forum des politiques publiques. Il s'est également vu décerner un doctorat « honoris causa » de l'Université Laval.

Membres

Roch Bolduc est né à Saint-Raphaël, au Québec et a fait des études à l'Université Laval de Québec avant d'entrer dans la fonction publique de la province. Le sénateur Bolduc a récemment pris sa retraite après avoir été sénateur pendant 15 ans.

L'expérience considérable et variée qu'il a acquise au sein du gouvernement et du monde universitaire au cours des 50 dernières années a commencé quand il a été recruté comme analyste de postes par le gouvernement du Québec en 1953. Son expérience en administration publique et ses études supérieures à l'Université de Chicago lui ont permis d'obtenir trois postes d'enseignant, respectivement à l'Université de Montréal de 1955 à 1960, à l'Université Laval de Québec de 1960 à 1965, et à l'Université Concordia de Montréal en 1983.

M. Bolduc a été Commissaire de la fonction publique, puis sous-ministre au ministère de la Fonction publique du Québec pendant une période de dix ans durant laquelle il a aussi enseigné l'administration publique. Il a été nommé président de la Commission de la fonction publique en 1978, poste qu'il a occupé pendant cinq ans. Il est devenu vice-président du Groupe CGI en 1983 puis à nouveau en 1987.

M. Bolduc a obtenu un doctorat honoraire en droit de l'Université Concordia et a publié de nombreux articles sur l'administration publique au Canada. Il est actuellement l'un des régents de l'Université Laval. Il a été fait officier de l'Ordre du Canada, s'est vu décerner la médaille Vanier—IAPC et a été fait membre de l'Ordre du Québec.

Sheila-Marie Cook est directrice exécutive et secrétaire de la Commission, chargée de la gestion des fonctions administratives et financières, des communications, des consultations du Comité consultatif, et de la publication des rapports. Originnaire de Granby, au Québec, elle réside depuis longtemps à Calgary, en Alberta.

Mme Cook possède une vaste expérience de la planification stratégique et de la gestion des commissions royales, commissions d'enquête et commissions d'intérêt public. Elle a été directrice de l'administration et des finances de la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada, de la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis, de la Commission d'examen de la Loi sur les transports nationaux, de la Commission d'enquête sur certains événements survenus à la Prison des femmes de Kingston, et du Forum des citoyens sur l'avenir du Canada. Elle a été conseillère principale de la Commission royale sur les peuples autochtones, du Comité d'examen public des systèmes de sécurité de navires-citernes et de la capacité d'intervention en cas de déversements en milieu marin, de la Commission d'étude des indemnités des parlementaires, du Conseil pour la conservation des ressources halieutiques du Pacifique, du Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC (Coopération économique de la zone Asie-Pacifique). Elle a aussi été directrice exécutive de l'Enquête publique sur la crise du saumon du fleuve Fraser en 1993, et du Comité de surveillance des changements au sein du ministère de la Défense nationale et des Forces canadiennes.

Au début de sa carrière, Mme Cook a été adjointe législative du premier ministre Pierre Elliot Trudeau. Elle a aussi été nommée Chef du protocole de Calgary pour les XV^e Jeux olympiques d'hiver par le maire Ralph Klein. Elle est membre du conseil d'administration de la Alberta Literacy Foundation et conseillère en communications du Comité consultatif de supervision du plan pour la Cité parlementaire. Mme Cook a reçu la Médaille du jubilé de la Reine en hommage aux Canadiens et Canadiennes ayant contribué à la création du Canada d'aujourd'hui.

Daniel Bevis (Bev) Dewar est né à Kenmore, en Ontario. Il a obtenu son diplôme de l'Université Queen's en 1953 puis a poursuivi des études supérieures en Histoire du Canada.

Il a acquis son expérience gouvernementale au Conseil du Trésor, au Cabinet et à la Défense nationale. En 1954, il est entré au Bureau du Conseil privé et a été secrétaire de comités du Cabinet, chargé de liaison interministérielle et d'élaboration de politiques, essentiellement dans les secteurs de la défense, de la sécurité et des affaires étrangères. Après une décennie au BCP, il est entré au Conseil du Trésor comme analyste de programmes chargé de faire enquête sur les dépenses et les budgets de la production de défense et du développement industriel, en se concentrant à nouveau sur la défense et les affaires étrangères. Son succès dans ce poste l'a amené à être nommé secrétaire adjoint puis sous-secrétaire à la Direction des programmes du Conseil du Trésor, où il a été responsable de l'analyse des dépenses et des budgets de l'ensemble du gouvernement.

M. Dewar a travaillé à Québec à la mise en oeuvre du programme fédéral de bilinguisme et de biculturalisme en 1972 et 1973 avant d'être nommé la même année sous-ministre adjoint au ministère de la Santé et du Bien-être social.

En 1979, M. Dewar a été nommé sous-secrétaire, Opérations, au Cabinet où il a été chargé de superviser les secrétariats de la politique économique, des opérations gouvernementales, des affaires extérieures et de la défense, des communications ainsi que de la législation et de la planification parlementaire. C'est en 1982 qu'il a assumé sa tâche la plus importante pour la fonction publique lorsque ses compétences touchant les difficiles questions de sécurité nationale ont été pleinement mises à contribution avec sa nomination au poste de sous-ministre de la Défense nationale, poste qu'il a occupé pendant sept ans. Il a ensuite été nommé greffier adjoint du Conseil privé.

Bev Dewar a été l'un des directeurs du Centre canadien de gestion puis l'un des membres du conseil d'administration de l'Institut sur la gouvernance. Il a été président de l'Institut de 1992 à 1997.

John A. Fraser est né à Yokohama, au Japon, et a passé sa jeunesse à Vancouver, en Colombie-Britannique. Il a obtenu son diplôme de l'Université de la Colombie-Britannique en 1954 et a exercé le droit jusqu'à son élection à la Chambre des communes en 1972.

M. Fraser est le premier député avoir été élu président de la Chambre des communes par ses pairs, suite à une pratique instaurée en 1986. Durant ses 21 années au Parlement, John Fraser a occupé plusieurs postes clés, notamment ceux de ministre de l'Environnement et de ministre des Pêches.

M. Fraser a été nommé Ambassadeur pour l'environnement du Canada, chargé du suivi des engagements pris par le Canada lors de la conférence de Rio sur l'environnement et le développement organisée par les Nations Unies. Il a également présidé le Comité de supervision du changement mis sur pied par le ministre de la Défense nationale et des Forces canadiennes, et il préside actuellement le Comité consultatif de supervision de la cité parlementaire, qui se penche sur l'avenir de la Colline parlementaire.

À partir de 1998, John Fraser a présidé le Conseil pour la conservation des ressources halieutiques du Pacifique, jusqu'à sa nomination à la présidence du BC Pacific Salmon Forum en 2005.

John Fraser est conseiller de la Reine, officier de l'Ordre du Canada et membre de l'Ordre de la Colombie-Britannique, et il a reçu la Décoration des Forces canadiennes. Il a obtenu des doctorats honoraires en droit pour sa contribution à l'environnement de l'Université Simon Fraser et de la St. Lawrence University en 1999 et de l'Université de la Colombie-Britannique en 2004.

Constance Glube est née à Ottawa et a fait ses études à la faculté de droit de l'Université Dalhousie où elle a obtenu sa licence en 1955.

Après plusieurs années d'expérience dans un cabinet de droit, Constance Glube a ouvert son propre cabinet en 1966 puis est entrée au service du contentieux de Halifax en 1969 et est ensuite devenue la première directrice municipale au Canada lorsqu'elle a été nommée à ce poste à Halifax en 1974. La même année, elle était nommée conseillère de la Reine.

Mme Glube a accédé au Barreau en 1977 lorsqu'elle est devenue membre de la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse. Cinq ans plus tard, elle était nommée juge en chef de la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse et était la première femme à occuper un tel poste au Canada. En 1998, elle a été nommée juge en chef de la Nouvelle-Écosse et administratrice du gouvernement de la Nouvelle-Écosse. Maintenant à la retraite, elle est actuellement membre de l'Association du Barreau canadien et membre n'exerçant pas de la société du Barreau de la Nouvelle-Écosse.

Constance Glube s'est vu décerner la Médaille du 125^e anniversaire de la Confédération du Canada et la Médaille du jubilé d'or de Sa Majesté la Reine Elizabeth II. Madame le juge en chef Glube a reçu des doctorats honoraires des Universités Dalhousie, Mount Saint Vincent et St. Mary's.

John Edwin (Ted) Hodgetts est né à Omeme, en Ontario. Il a étudié à l'Université de Toronto et a obtenu une bourse Rhodes. En 1946, il a obtenu un doctorat de l'Université de Chicago.

Le professeur Hodgetts est considéré comme le père de l'étude de l'administration publique au Canada.

Il est actuellement professeur émérite en sciences politiques à l'Université de Toronto, où il a commencé à enseigner en 1943. Il a

également enseigné à la faculté de sciences politiques de l'Université Queen's ainsi qu'aux Universités Dalhousie, Memorial, NorthWestern et Oxford.

M. Hodgetts a été membre de la Commission royale sur la gestion financière et l'imputabilité à la fin des années 1970 et directeur de la rédaction de la Commission royale d'enquête sur l'organisation du gouvernement au début des années 1960.

Il détient des doctorats honoraires en droit des Universités Queen's, Carleton et Mount Allison pour son oeuvre dans le domaine de l'administration publique.

John Hodgetts est officier de l'Ordre du Canada et membre de la Société royale du Canada. En 1981, il s'est vu décerner la Médaille d'or Vanier par l'Institut d'administration publique du Canada pour sa haute contribution à l'étude de l'administration publique au Canada.

Carolle Simard est née à Alma, au Québec. Elle a étudié à l'Université de Montréal et à l'Institut d'études politiques de Grenoble (France) où elle a obtenu un doctorat en sociologies des administrations en 1981.

Mme Simard est professeur de science politique et d'administration publique à l'Université du Québec à Montréal depuis 1978. Elle a aussi été professeur invité à l'Institut d'études politiques de Bordeaux et de Toulouse ainsi qu'à l'université des langues étrangères de Beijing. Ses principaux domaines de recherche sont l'analyse des politiques publiques, notamment dans le champ de l'immigration et de l'intégration des nouveaux arrivants.

Carolle Simard est membre du Groupe de recherche pancanadien et international Metropolis, forum canadien et international pour la recherche et le développement de politiques publiques sur les migrations, la diversité et les villes en évolution. Elle est également

membre du Centre d'études ethniques des universités montréalaises (CEETUM).

Elle est l'auteur de livres, d'articles et de rapports de recherche portant sur l'administration publique, l'équité en matière d'emploi et l'intégration politique des immigrants.

Mme Simard est ex-directrice de la revue *Politique et Sociétés* et ex-membre du conseil éditorial de la revue *Administration publique du Canada*. Elle est actuellement présidente de la Société québécoise de science politique.

Donald J. Savoie est conseiller spécial et directeur de recherche de la Commission, chargé de mettre sur pied un programme de recherche comprenant l'élaboration d'une stratégie de consultation et la création d'un comité consultatif avec M. le juge Gomery. M. Savoie, Ph.D., occupe une chaire de recherche supérieure du Canada en administration publique et gouvernance à l'Université de Moncton.

M. Savoie possède une longue expérience professionnelle de la chose gouvernementale et du monde universitaire. Il a occupé des postes de niveau supérieur au sein du gouvernement du Canada et, en 1983, a fondé l'Institut canadien de recherche sur le développement régional. Il a été conseiller de nombreux ministères et organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux, ainsi que d'organismes du secteur privé, d'associations indépendantes, de l'OCDE, de la Banque mondiale et des Nations Unies. Il a été adjoint invité Simon Reisman au Conseil du Trésor du Canada (2004), boursier supérieur Fulbright aux Universités Harvard et Duke (2001-2002), et attaché supérieur de l'Institut de recherche en politiques publiques (2000-2004).

M. Savoie a obtenu de nombreux prix et récompenses, notamment le Prix de recherche Trudeau (2004) et la Mention de service public Sun

Life (2004); il a été finaliste de la Médaille d'or du CSRH pour les réalisations en recherche (2003); il a obtenu la Médaille Vanier (1999); il a été célébré par le Forum des politiques publiques lors de sa 12^e remise annuelle de récompenses (1999); et il a été élu membre de la Société royale du Canada (1992). Deux de ses ouvrages ont fait partie de la liste des finalistes du prix Donner : *Governing from the Centre* (2000) et *Pulling Against Gravity: Economic Development in New Brunswick* (2001). En outre, *The Politics of Public Spending in Canada* a été le premier ouvrage récompensé par le prix Smiley (1992) décerné par l'Association canadienne de sciences politiques au meilleur ouvrage consacré à l'étude du gouvernement et de la politique au Canada. Il a également reçu le prix France-Acadie pour *Les défis de l'industrie des pêches au Nouveau-Brunswick*.

M. Savoie a été fait officier de l'Ordre du Canada (1993) et a obtenu des doctorats honorifiques d'universités canadiennes et un doctorat ès lettres de l'Université Oxford (2000).